

CONFERENCE A LIMOURS MELI-MELO

« SCIENCE ET DECISION POLITIQUE »

25 mars 2026, Yves Brechet

Je vais me livrer devant vous a un exercice que les ingénieurs appellent « analyse d’avarie », c’est-à-dire identifier la façon dont un système cesse, brutalement ou non, de fonctionner convenablement.

Ce système est notre société industrielle. Et je tiens que c’est le fonctionnement de nos démocraties qui est lui-même menacé par ces dysfonctionnements.

Jamais société n’a été plus dépendante de la science et de la technologie, et jamais la population n’a eu aussi peu confiance dans le progrès, et jamais les politiques qui nous gouvernent n’ont été aussi incapables d’intégrer la science dans le processus de décision politique. Ce qui laisse le champ libre à toute forme de charlatanerie ou de complotisme...

Comme dans une analyse d’avarie, Je vais d’abord esquisser l’état des lieux, puis en dégager ce que je pense être les causes, pour enfin revenir vers des pistes de solutions.

Et pour ce faire je vais m’appuyer à a fois sur des réflexions historiques, mais aussi sur ce que j’ai pratiqué en première ligne, la politique énergétique, mais je suis persuadé que d’autres secteurs ont vécu des expériences similaires : le mal est profond...

1. Etat actuel de l’implication des scientifiques en politique

a. Implication des scientifiques en tant que politiques :

- Elle ne date pas d’aujourd’hui (ex Cedric Villani dans votre secteur...), il y a des précédents célèbres : Laplace (qui fut un éphémère ministre de l’intérieur de Napoléon), Chaptal (lui-même ministre de l’intérieur, Arago qui fut chef du gouvernement), Berthelot, Painlevé (ministre de la guerre assez médiocre), Jean Perrin. Plus près de nous, Hubert Curien, Claude Allègre. Ils se sont engagés, et en général se sont retirés spontanément de la vie politique : il semble qu’il y ait à la fois une appétence ...et une

incompatibilité de fonctionnement. Le scientifique se doit de rechercher une vérité à confronter à l'épreuve des faits, le politique doit plaider une conviction pour emporter une adhésion collective.

- Sans nécessairement aller jusqu'à exercer une responsabilité politique il est arrivé, sous des princes amis des sciences (les archétypes étant Napoleon I et III), avoir des savants proches du prince : Monge, Pasteur, Jean Baptiste Dumas...mais la tendance à la courtoisnerie est forte... même si Monge fut une heureuse exception
- b. Implication des scientifiques au service de l'action politique, Le scientifique peut être aussi appelé comme conseil, et là encore l'expérience est ancienne
- Colbert créa l'académie des sciences pour conseiller Louis XIV pour les questions liées à la marine
 - Le Régent, succédant à Louis XIV et constatant le délabrement du pays après 20 ans de guerres et de dépenses somptuaires « quoi qu'il en coûte », demanda à l'académie des sciences, dirigée par l'abbé Bignon, un état des lieux en termes de ressources, de métiers, de compétences. Il confia au jeune Réaumur (25 ans) la mission de synthétiser cette formidable collection d'information dans les années 1720
 - Aujourd'hui, l'implication des scientifiques comme « conseil » est très variable selon les pays. Exemple des USA (office à la maison blanche avec une centaine de personnes), UK (Chief scientific officer, et la même fonction dans tous les ministères...). La France est particulièrement indigente dans cette fonction, un seul conseiller à l'Elysée pour la science, la technologie, la jeunesse, les sports, l'éducation, la recherche...
- c. Sollicitation actuelle des scientifiques : exemple de la politique énergétique
- L'expertise d'un « conseiller » (Haut-commissaire à l'énergie atomique) : j'ai occupé la fonction pendant 6 ans, produit 5000 pages de rapports, issus de comités d'experts, présentés régulièrement aux cabinets des ministères concernés. La

demande était « un avis rapide » plutôt qu'une « analyse approfondie ». Et les rapports sont restés essentiellement lettre morte.

- L'expertise des institutions : les académies des sciences et des technologies. Rapports nombreux et détaillés sur les différents aspects de la politique énergétique, quasiment jamais à la demande du politique (depuis les rapports RST demandés par C.Allègre).
- Mon analyse : le scientifique n'est pas consulté comme il devrait l'être. Quand il l'est comme dans la période COVID, on peut se demander si le pouvoir est « touché par la grâce ou en quête d'absolution ? ». Le résultat : une politique énergétique sans queue ni tête, sans analyse de besoin, sans analyse d'impact, sans identification de points bloquants. Un conte de fée qui prétend être une stratégie
- Quand les analyses des « services » sortent... on se rend compte du degré de médiocrité du processus décisionnel, du point de vue de son contenu scientifique et technique. Et de l'importance de la communication en lieu et place de l'action.
 - Exemple des analyses de RTE : la voix de son maître...relayée par la DGEC, par la CRE...Systématiquement fausses ou biaisées depuis au moins une décennie
 - Analyse de l'ADEME. Examen par le HC dans le détail, il ne reste que ruines fumantes. Des textes essentiellement politiques, écrits sur commande
 - Les textes issus de la DGEC sont d'une vacuité exemplaire et témoignent surtout de la volonté de plaire au ministre dont elle dépend
 - L'évaluation de l'état du parc électronucléaire (Collet Billon, D'Escatha) enterré sous le secret défense aussitôt que produit

- L'évaluation des start ups du nucléaire (V. Berger)
« confidentiel défense !!! » Ne pas biaiser le marché m'a-t-il été répondu....
- Les instances hors académiques et leur rôle dans l'expertise :
 - Les institutions : le CESE donne des avis d'une vacuité abyssale. L'OPECST (sénat + assemblée) n'est pas doté d'un véritable conseil scientifique qui ne soit pas une réunion de chapeaux à plume. L'exécutif ne dispose que de conseillers en petit nombre avec un portefeuille surdimensionné par rapport à leurs compétences...
 - Au niveau européen : les décisions de l'Europe pour la politique énergétique sont une transcription au niveau politique de la politique de l'état dominant, pas le résultat d'une analyse scientifique (ex de la taxonomie...). Les sociétés scientifiques ne sont jamais consultées

d. Situation actuelle : une analyse de fond

- *Degré de confiance entre le politique et les scientifiques ?*
Ni confiance ni méfiance (sauf la défiance naturelle du pouvoir, quel qu'il soit, vis-à-vis des esprits libres...). Je pense que le politique n'attend en général pas du scientifique un conseil, mais une caution... « l'intendance suivra... »
 - Exemple hallucinant de la PPE (Ministre insultant l'académie, suite à la parution de son avis...),
 - Exemple du rapport sur H2 qu'un responsable énergie dans l'exécutif voulait faire enterrer... (c'est un réflex...)
 - Sur la PPE, les deux rapports du HC, les rapports de l'académie des sciences ignorés...

Francis Blanche : « quelle est la cause majeure de la situation actuelle, l'ignorance ou l'indifférence ? // Je ne sais pas et je m'en fous...

On le voit, l'état des lieux a de quoi inquiéter...

2. Les causes

a. Les causes institutionnelles et conjoncturelles

i. *Inculture de la classe politique :*

- à l'ENA, entre 1945 et 1964, Louis Armand donnait un cours sur « les structures scientifiques et techniques de la France industrielle » ... et aujourd'hui ?
- La plupart des parlementaires ou des ministres n'a aucune culture scientifique. Plus grave, le nombre de ceux qui sont conscients de la nécessité de saisir des compétences scientifiques est à ma connaissance, infime.

ii. *Déliquescence des grands corps techniques de l'état*

- (Corps des Mines, Ponts...) qui, trop souvent, ne pratiquent pas la science avant de conseiller le ministre...ce qui donne, à de rares exception près, des chefs d'œuvre d'arrogance et d'incompétence.
- La courtoisie tient souvent lieu de boussole et le pseudo ingénieur sert les intérêts de son patron (et par ricochet, de sa carrière...) plus que celui du pays, sans rencontrer d'autre résistance que les intérêts du patron concurrent

Il y a toujours des exceptions (heureusement) mais elles sont rares

b. Les causes profondes

- La prolifération des « demi savants »* : il suffit d'être concernés pour se considérer comme compétent. Le zapping intellectuel qui prend des opinions pour des avis, qui croit que la compétence se construit par osmose avec des experts autoproclames « compétents et indépendants »
- La culture de la peur* : peur de la radioactivité, peur des vaccins, avec en parallèle une incapacité à « mesurer le

risque de faire par rapport à celui de ne pas faire » (principe de précaution dans la constitution...)

- iii. *Les simulacres de débat public*. Condition de bon fonctionnement : mettre les gens en état d'écouter et de s'exprimer... parallèle entre la CNDP et la pratique suédoise pour la gestion des déchets nucléaires
- iv. *La science est victime de son succès* : les acquis vont de soi, et on ne voit plus que les risques.
- v. *Les scientifiques* ne font de la vulgarisation, quand ils prennent la peine d'en faire, que sur des « histoires à raconter » (Astronomie, nature...) et pas des « histoires à construire ».
- vi. La science de pointe s'est désengagée de la formation de base (ex Appel, Picart, Poincaré dans le grand dictionnaire de pédagogie de Buisson...)

3. Les pistes d'évolution

- Être mieux entendus du monde politique ?
 - « On n'amène pas à l'abreuvoir un âne qui n'a pas soif... »
L'appétence précède l'attention
 - Le politique écoutera les scientifiques quand ils auront conscience que les lois de la nature ne sont pas optionnelles, mais sont de contraintes non négociables
 - Il ne faut pas céder à la tentation de la sophistique et de la rhétorique qui est la pente naturelle des media
- Plus de scientifiques dans les institutions ?
 - Ce n'est pas indispensable : exemple d'une ministre, polytechnicienne, qui n'avait d'ingénieur que le diplôme...et a accumulé les boulettes dans le domaine de la politique énergétique.

- Par contre il est souhaitable que les communautés scientifiques et politiques se rencontrent. Ex des jumelages de l'OPECST...
- Enseignement scientifique dans les écoles, les lycées ?
 - *on a méthodiquement sabordé l'enseignement scientifique*, la chute vertigineuse et continue dans les classements internationaux. Faire le parallèle avec la Corée du Sud
 - *Redonner l'envie de comprendre et de faire* (Leçons de choses, romans de Jules Verne) et insister sur la nécessité de comprendre, de prouver... Parler du boson de Higgs en terminale est un non-sens... Il faut réapprendre à faire de la science et de la technologie au lieu de se contenter de « parler à propos de » ...
- Mieux former les décideurs ?
 - Eviter les « formations gadget » (2h d'initiation au climat...) l'équivalent du Fiodors guide « Florence en ½ journée... »
 - Revenir à la formation type « Louis Armand » pour les politiques (26h de cours...)
 - Donner au politique, à tous les niveaux, une clé d'accès aux universités, aux laboratoires, aux académies
- Les corps techniques : Si les corps techniques de l'état n'apprennent plus à donner une expertise digne de ce nom, ils ne sont plus qu'une aristocratie qui garde des privilèges sans avoir plus de mission... ça se finira mal
- Une technocratie ? Non, une politique « technologiquement consciente »
 - La rationalité de la décision politique suppose d'une part la légitimité politique (via l'élection) et d'autre part la rationalité (via l'expertise)
 - Une stratégie digne de ce nom nécessite une vision globale qui donne la pertinence, et un souci du détail qui donne la faisabilité. Si l'un ou l'autre manquent, on n'écrit que des contes de fées
 - Les politiques reflètent ce que nous sommes. Leur inculture scientifique reflète notre désintérêt collectif pour les sciences, voire notre méfiance.

Quelques remarques en conclusion

- La culture scientifique doit se reconstruire dès l'école primaire
- Elle doit se poursuivre à l'âge adulte. Tous les énoncés ne se valent pas, les avis ne sont pas des opinions. Distinguer ce que l'on sait de ce que l'on croit : confondre l'un et l'autre est une escroquerie...
- On doit comprendre que la science est un bien commun qui se construit de manière collective : l'expertise n'est pas l'opinion d'un individu
- La science est un métier, mais la démarche scientifique appartient à tous
 - Elle ne doit pas se bercer d'illusion : se construire une culture prend du temps,
 - partager cette culture est un devoir : c'est le rôle d'associations locales autant que celle des ministères en charge et les scientifiques ont, envers leur concitoyens, un devoir d'engagement.
- Une société ne peut fonctionner qu'avec un fondement de confiance, on ne réconciliera la science et le politique qu'en redonnant confiance en la science...